



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

PROJET CROISSANCE ECONOMIQUE

Rapport de synthèse

ANALYSE DE LA FILIERE ENGRAIS AU SENEGAL ET
DE SON EVOLUTION SUR LA PERIODE 2000 A 2010

Date: 15 Juillet 2011

Ce rapport est conçu avec l'appui du peuple américain à travers l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). La synthèse est rédigée par le cabinet TDC pour International Resources Group (IRG).

PROJET CROISSANCE ECONOMIQUE

Rapport de synthèse

ANALYSE DE LA FILIERE ENGRAIS AU SENEGAL ET DE
SON EVOLUTION SUR LA PERIODE 2000 A 2010

Contrat No. IQC No 685-1-00-06-00005-00

DATE DE DEPOT DU RAPPORT : 15 juillet 2011

Soumis à IRG par Technologie Développement Consultance (TDC)

DISCLAIMER

Le point de vue émis dans cette publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Agence Américaine pour le Développement International ou celui du Gouvernement Américain

TABLE DES MATIERES

1.	INTRODUCTION.....	4
2.	OBJECTIFS ET APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	4
3.	EVOLUTION DE LA FILIERE	2
3.1.	Les grandes periodes de la politique agricole et les subventions d'engrais ...	2
3.2.	Evolution de la production d'engrais	3
3.3.	Evolution de l'importation et de la distribution des engrais	5
3.4.	Evolution des prix officiels des engrais	5
3.5.	Evolution des prix de cession des engrais aux producteurs	6
3.6.	Evolution de la consommation des engrais.....	6
4.	ANALYSE DE LA FILIERE.....	7
4.1.	Forces	7
4.2.	Faiblesses.....	7
4.3.	Opportunités.....	10
4.4.	Menaces	10
5.	PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE (QUE FAIRE ?).....	10

ACRONYMES

APIX	Agence de Promotion de l'Investissement
BAME	Bureau d'Analyse Macro Economique
CEDEAO	Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERES- LOCUSTOX	Centre Régional de Recherches en Ecotoxicologie et Sécurité
CR	Communauté Rurale
DA	Direction de l'Agriculture
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DRDR	Direction Régionale de Développement Agricole
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FAO	Food and Agricultural Organisation
ICS	Industries Chimiques du Sénégal
IFDC	International Fertilizer Development Center
INP	Institut National de Pédologie
ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
MA	Ministère de l'Agriculture
NPA	Nouvelle Politique Agricole
PA	Programme Agricole
PCE	Projet Croissance Economique
PNIA	Programme National d'Investissements Agricoles
PTF	Partenaires techniques et financiers
SCA	Stratégie de Croissance Accélérée
SENCHEM	Sénégalaise de Chimie
USAID	United States Agency for International Development

I. INTRODUCTION

L'agriculture reste un secteur essentiel de l'économie sénégalaise. Elle emploie 60 % de la population et contribue pour seulement 7,5 % du PIB (BAME, 2007). Cependant elle voit son capital productif menacé, insuffisamment valorisé, sa productivité baissée et sa production chutée.

Dans le contexte mondial de crise alimentaire, le Gouvernement du Sénégal a fait de l'intensification et de la diversification des productions agricoles nationales une option stratégique majeure. Cette volonté politique se traduit dans plusieurs programmes dont la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Ces programmes s'exécutent avec un objectif d'augmentation des superficies emblavées et une consommation accrue des intrants de qualité subventionnés par l'Etat et accessibles aux producteurs. La GOANA met un accent particulier à augmenter la consommation d'intrants agricoles et l'accès aux équipements agricoles grâce à des subventions importantes de l'Etat.

L'USAID/PCE, dans l'optique d'accompagner le Gouvernement du Sénégal dans la promotion pour une utilisation efficace des engrais, a commandité une étude sur la filière des engrais au Sénégal, pour mieux comprendre sa structuration actuelle, la manière dont les principaux acteurs conduisent leurs affaires et la performance de la filière en ce qui concerne la satisfaction des besoins des producteurs en termes de prix, d'efficacité et de fourniture à temps des produits demandés, en qualité et en quantité requises.

2. OBJECTIFS ET APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

L'objectif général de l'étude est d'effectuer une analyse de la filière des engrais au Sénégal depuis 2000. Il s'agit spécifiquement de :

- retracer l'évolution de l'environnement politique et commercial de la filière ;
- décrire la structuration, l'organisation des acteurs et leur performance actuelle ;
- identifier les forces et faiblesse de la filière ;
- fournir des recommandations claires pour des actions stratégiques permettant une amélioration sensible de l'efficacité du système dans son ensemble.

L'étude a été exécutée en quatre étapes :

- Revue documentaire :
 - Evolution des politiques agricoles au Sénégal ;
 - Collecte des statistiques disponibles sur les engrais et la production agricole.
- Collecte des informations auprès des acteurs principaux
- Analyse et Synthèse des données secondaires et des informations collectées
- Rédaction du rapport

3. EVOLUTION DE LA FILIERE

3.1. LES GRANDES PERIODES DE LA POLITIQUE AGRICOLE ET LES SUBVENTIONS D'ENGRAIS

Période 1 (1960 - 1980) : C'est la période des programmes agricoles. Durant cette période les filières sont administrées avec un dispositif coopératif d'intervention en amont et en aval de la production avec des prix administrés, garantis et contrôlés. En ce qui concerne les engrais, elle a été caractérisée par une recherche importante sur la définition des itinéraires techniques.

Période 2 (1980 – 2000) : C'est la période de la Nouvelle Politique Agricole (NPA). Elle est caractérisée par la restructuration du dispositif d'intervention de l'Etat. Ceci s'est matérialisé dans le cadre d'une économie de marché par son désengagement, la libéralisation des marchés notamment céréaliers et d'intrants agricoles. Pour les engrais, les conditions d'accès des producteurs à la subvention et au crédit sont devenues plus exigeantes. Par ailleurs, la subvention a progressivement diminué jusqu'à s'annuler totalement en 1989.

Période 3 (2000 à nos jours) : Vers la fin des années 90, le secteur agricole fait face à d'énormes difficultés que sont : la baisse de la fertilité des sols, la faiblesse des investissements privés, la volatilité des cours des produits agricoles, etc. Ceci s'est traduit par de faibles performances qui ont conduit à la baisse continue des revenus des ruraux. Pour pallier à cette situation, des stratégies de développement telles que le DSRP et la SCA, sont élaborées et/ou mises en œuvre depuis 2000 avec un fort impact sur le secteur agricole. Elle coïncide aussi avec l'émergence des organisations interprofessionnelles qui ont travaillé avec l'État dans ses efforts d'améliorer la performance des filières agricoles et les programmes spéciaux de l'État.

L'Etat sénégalais, pour accompagner ses stratégies de développement agricole, a jugé nécessaire de reprendre sa politique de subvention des engrais à partir de 2003/4. Après plusieurs années des subventions modestes, la GOANA a été introduite en 2008 suite à l'augmentation des prix mondiaux des denrées en fin 2007 et une pénurie de riz sur les marchés internationaux.

La GOANA a ciblé des cultures telles que le manioc, le maïs, le riz et les cultures vivrières en octroyant une subvention plus élevée aux semences, aux engrais chimiques et aux équipements.

Le tableau 1 présente les objectifs de la GOANA concernant l'augmentation de la consommation des engrais ainsi que quelques statistiques comparatives sur la consommation d'engrais dans d'autres pays d'Afrique. Partant de zéro en 2002, le coût annuel de la subvention est passé à plus de 9 milliards de FCFA en 2008. Cependant, les ICS (fournisseur exclusif d'engrais à l'Etat) pour des difficultés financières se sont trouvés dans l'incapacité d'assurer la livraison lors de la campagne 2006/2007. Pour cette raison, l'Etat a ouvert les marchés des engrais aux opérateurs privés.

Tableau 1 : Les ambitions de la GOANA et consommations moyennes d'engrais d'autres pays d'Afrique de 2002 à 2008

Pays	Consommations (tonnes engrais)	Kg de nutriments par hectare
Sénégal (2002 à 2008)	49 612	7.2
Ambitions GOANA	525 000	64.06
Malawi	229 307	33.88
Zambia	187 044	36.81
Mali	175 052	17.11
Cameroun	112 396	7.13
Burkina Fasso	100 115	8.99
Ghana	87 770	5.77

Source : FAOSTAT : 14/12/2010 et APIX/GOANA

[http : //](http://)

www.investirseneegal.com/PDF/2_CAHIER2_Orientations%20stratégiques_VE.pdf

Note : Tonnes de nutriments converties en tonnes d'engrais avec ratio de 2.2 kg d'engrais par kg de nutriment.

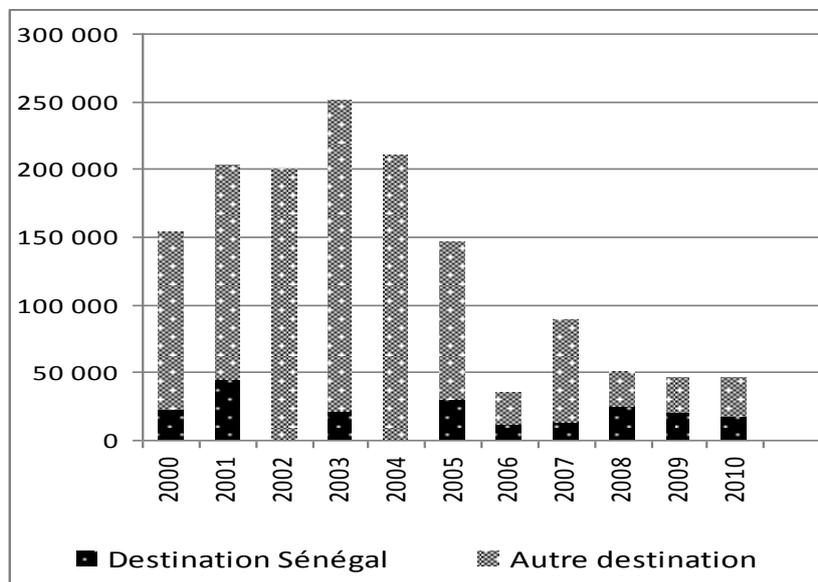
3.2. EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'ENGRAIS

Aujourd'hui, depuis la recapitalisation des ICS, l'activité principale du groupe est la production d'acide phosphorique pour l'exportation vers l'Inde (600 000 T sur les 650 000 T produites). Jusqu'en 2009, le DSP 1 était utilisé dans la fabrication de certains engrais complexes (comme le 6-20-10) pour le marché Sénégalais. A l'heure actuelle, la plupart du DSP granulé produit est vendu par les ICS à Toguna, une société malienne pour qui le DSP constitue l'engrais de base pour ses formules Bulk dont une partie est revendue au Sénégal.

Les ICS fabriquent des engrais complexes dans leur atelier de granulation uniquement pour les commandes fermes au paiement sécurisé en avance. Il y avait de très fortes variations de production pour les ICS de 2000 à 2010 avec 251 000 tonnes en 2002 et seulement 34 000 tonnes en 2006 (Figure 1).

¹ Produit par la décantation de l'acide phosphorique obtenu par attaque des phosphates naturels par l'acide sulfurique.

Figure 1 : La production des engrais par les ICS de 2000 à 2010



Source : Données des ICS.

La composition de la production pour le marché sénégalais est présentée par an et par produit pour la période 2000 à 2010 dans le tableau 2.

Tableau 2 : Ventes d'engrais au Sénégal par les ICS

Années	Types d'engrais								Total
	10 10 20	15 15 15	18 46 0	15 10 10	Urée	9 23 30	6 20 10	6 20 10*	
2000	519		4 665	4 462		1 139	11 932		22 717
2001		2 713		10 798			30 380		43 891
2002									0
2003		13 664			1 944	5 052			20 660
2004		95							95
2005	3 077	6 986	2 802	3 000	2 196	1 727	9 990		29 778
2006	666	2 438	1 835	775	155	1 076	3 905		10 850
2007			2 000	2 495			8 271		12 766
2008		1 500		3 000			14 529	5 116	24 145
2009		4 208		2 750			12 366		19 324
2010				5 490			12 000		17 490
Total	4 262	31 604	11 302	32 770	4 295	8 994	103 373	5 116	201 716

Source : Données des ICS.

Note : Tous les produits ont été fabriqués par les ICS, sauf l'urée qui est importé.

3.3. EVOLUTION DE L'IMPORTATION ET DE LA DISTRIBUTION DES ENGRAIS

Le Sénégal a libéralisé la filière des engrais depuis les années 80, mais elle restait dominée par ICS/SENCHEM jusqu'en 2006, année à partir de laquelle le rôle des autres fournisseurs est devenu plus important. A cet époque, la filière était caractérisée par une prédominance des programmes de l'Etat qui déterminaient l'accès au crédit, fixaient le niveau minimum de fabrication et importation et les prix maximum de cession aux producteurs. L'expansion du secteur privé était timide et se limitait aux opérateurs choisis par l'Etat pour fournir les engrais subventionnés (3 à 4 firmes en général parmi une quinzaine de sociétés postulants).

Le rôle central de l'Etat à travers la subvention pose problème aux opérateurs privés pour la constitution de stocks à vendre en dehors des programmes de l'Etat. Cela est dû à la mise en place tardive de la subvention et à la démarche utilisée pour l'allocation des quotas aux différentes zones. Les retards importants de remboursement de l'Etat aux privés agréés pour les ventes subventionnées semblent aussi influencer sur les offres notamment au niveau des prix. En bref, les fournisseurs trouvent que l'octroi des marchés publics par l'Etat entrave les règles de compétition. Les importateurs et distributeurs importent peu sans commande ferme préalable de l'Etat ; ils investissent peu dans la filière, et n'ont pas de stratégie de promotion de leurs produits.

3.4. EVOLUTION DES PRIX OFFICIELS DES ENGRAIS

Les prix officiels ont été uniformisés par l'Etat après discussion avec le ou les fournisseurs. Le dépouillement des offres est fait en interne, et à l'issue duquel un prix moyen rendu chez le producteur (point de chute) est retenu pour chaque formule d'engrais. Le tableau 3 donne leur évolution sur la période d'étude.

Pour la campagne 2010/2011, une entente a été notée entre les fournisseurs et le Gouvernement autour de la majoration de 10% des prix officiels de 2009/10 et une continuation de la subvention à 50% du prix officiel.

Tableau 3 : Prix officiels des engrais (FCFA/kg)

Formules	Spécifications	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11
6 20 10	Arachide, Sésame		146	126	142,4	219	280	291,2	320,4
15 15 15	Maïs	129	180	157	196	270	380	340,5	374,5
15 10 10	Mil, Sorgho, Fonio		156	135	164,5	183,7	270	301,2	331,3
18 46 0	Riz		236	205	216,5	378	398		
9 23 30	Tomate	159,2	226	196	221,7	262,7	420	398	437,8
10 10 20	Horticulture		154	134	178,1	240	360	377	414,7
Urée	Toutes cultures	170,9	152	250	250,3	256,4	280	260	286

Source : Compilation par les auteurs à partir des lettres circulaires du Ministre en début de campagne.

3.5. EVOLUTION DES PRIX DE CESSION DES ENGRAIS AUX PRODUCTEURS

Dans le cadre du programme agricole, le gouvernement subventionne 50% du prix des engrais au producteur afin d'en faciliter l'accès aux petits producteurs. Les prix de cession se trouvent dans le tableau 4. Selon la réglementation, chaque producteur a droit à un quota maximum de trois sacs d'engrais subventionnés (150 kg), l'équivalent d'une dose pour un hectare.

Tableau 4 : Prix de cession des engrais au producteur (FCFA/kg)

Spéculations	Formules	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11
Arachide, Sésame	6 20 10		73	73	71,2	109,5	140	145,6	160,2
Maïs	15 15 15	129	90	90	98	135	190	170,2	187,3
Mil, Sorgho, Fonio	15 10 10		78	78	82,3	91,9	135	150,6	165,7
Riz	18 46 0		118	118	108,3	189	199		
Tomate	9 23 30	159	113	113	110,9	131,4	210	199	218,9
Horticulture	10 10 20		77	77	89,1	120	180	188,5	207,4
Toutes cultures	Urée	170,9	76	125,4	125,2	128,2	140	130	143

Source : Compilation par les auteurs à partir des lettres circulaires du Ministre en début de campagne.

Note : Ces prix sont subventionnés à 50 % en plus de la suppression de la TVA de 18 %. De 2000/01 à 2002/03 il n'y avait pas de subvention mais le gouvernement a fourni une garantie pour le crédit engrais.

3.6. EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES ENGRAIS

Le tableau 5 présente les informations tirées de divers rapports officiels concernant les quantités totales d'engrais utilisées depuis 2000, l'estimation de l'utilisation par hectare pour les arachides et les céréales, et l'enveloppe financière prévue pour subventionner l'engrais depuis 2005/06.

Tableau 5 : La consommation d'engrais au Sénégal : 2000 à 2010

Campagnes	Engrais arachide (Tonnes)	Engrais céréales (Tonnes)	Superficies arachides & céréales (1000 ha)	Dose d'engrais utilisée pour arachide & céréale (kg/ha)	Autres engrais utilisés	Engrais total (Tonnes)	Subventions (Milliards FCFA)
2000/2001	4 245	8 872	2 090	6	5 804	18 921	Non applicable
2001/2002	8 435	12 925	2 073	10	5 145	26 505	Non applicable
2002/2003	7 683	41 065	2 018	24	17 821	66 569	Non applicable
2003/2004	20 860	31 544	1 856	28	9 835	62 239	Non applicable
2004/2005	9 863	27 060	1 785	21	10 393	47 316	4,62
2005/2006	10 000	23 338	1 965	17	10 000	43 338	4,17
2006/2007	10 000	22 500	1 717	19	11 000	43 500	4,25
2007/2008	8 039	38 066	1 676	28	12 381	58 486	7,8
2008/2009	15 369	33 052	2 319	21	12 079	60 500	9,05
2009/2010	12 330	29 000	2 669	15	9 000	50 330	7,73
2010/2011	12 000	38 700	n.d	n.d	3 000	53 700	8,99

Source : Compilation par les auteurs en utilisant les rapports de l'ISRA/BAME, USAID, IFDC et la Direction de l'Agriculture pour 2001 à 2005.

Note : Les coûts de la subvention pour 2004/2005 sont les coûts programmés ; le programme a visé 60 000 MT ; il paraît que seulement 47 316 MT ont été distribuées.

Il faut noter que les statistiques sur l'utilisation des engrais au Sénégal ne sont pas toujours cohérentes d'un document à un autre. Il est fondé de croire que les quantités données dans le tableau 5 sont proches de la réalité pour les engrais distribués à travers les PA, mais pas toujours exactes. Par exemple, les statistiques présentées pour 2006/07, 2008/09, et 2009/10 sont probablement des objectifs (statistiques généralement arrondis), mais les chiffres pour 2005/06 et 2007/08 peuvent être les résultats définitifs des campagnes.

4. ANALYSE DE LA FILIERE

4.1. FORCES

- Existence d'une usine locale de production d'engrais malgré ses difficultés financières et ses problèmes de management ;
- Existence d'une demande pour les engrais destinés aux cultures vivrières (maïs, riz, mil, sorgho) ;
- Existence de compétences pour effectuer le contrôle de qualité des engrais ;
- Professionnalisme de certains importateurs et distributeurs d'engrais qui ont une longue expérience dans le secteur et des liens assez solides avec leurs fournisseurs à l'étranger ;
- Réseaux de distribution assez bien développés.

4.2. FAIBLESSES

Au niveau de l'environnement de la filière

- Incapacité des ICS/SENCHIM à approvisionner le marché local dans les conditions actuelles ;
- Système de crédit inadéquat : manque de crédit par les fournisseurs en dehors de la GOANA, manque de crédit intrants pour les agriculteurs ; faible taux de remboursement par les agriculteurs.
- Faible niveau d'organisation des acteurs dans l'agriculture vivrière traditionnelle qui constitue un risque pour les fournisseurs/distributeurs qui veulent investir ;
- Manque de données cohérentes sur l'utilisation des engrais (quantités totales par formule, par culture et par zone) ;
- Absence de réglementation du marché des engrais ;
- Inexistence de textes et de réglementation officiels concernant les engrais au Sénégal et pour la région CEDEAO en général ;

- Manque de dynamisme du Comité National de Contrôle des Engrais.
- Manque de clarté concernant la réglementation sur la qualité des engrais (contrôle qualité) ;

- Centralisation des prises de décisions par l'Etat empêchant le secteur privé de jouer correctement son rôle ;
- Manque d'innovation et de diversification dans l'offre de produits (conditionnement, prix, etc.) ;
- Manque de l'offre pour la demande en dehors du PA.

Au niveau des programmes des subventions

- Le retard constaté dans la mise en place du Programme Agricole augmente les coûts de l'importation des engrais et rend leur utilisation moins efficace parce que pas disponibles au moment opportun ;
- L'octroi des marchés d'engrais subventionnés ne se fait pas toujours selon les règles édictées et les procédures changent d'une année à une autre donnant l'impression qu'il y a un manque de transparence ;
- Les prises de décisions sur les programmes d'engrais ont tendance à se faire à la dernière minute par un groupe restreint de technocrates ;
- Un manque de confiance dans le système de répartition des engrais subventionnés au niveau des producteurs justifié par :
 - Le traitement des « gros » producteurs jugé inéquitable dans la mesure où les décisions relatives aux quotas d'engrais qui leurs sont allouées sont centralisées, peu transparentes et non coordonnées avec la distribution au niveau des Comités locaux de cession ;
 - La situation des producteurs contractuels au niveau des filières n'est pas prise en compte dans la formulation des règles d'accès aux engrais subventionnés ;
 - Ces producteurs (contractuels producteurs de semences) sont confrontés à plusieurs incertitudes y compris l'accès aux engrais subventionnés, l'accès au crédit pour leurs achats d'engrais et la disponibilité des engrais en dehors du PA;
 - L'absence d'un système de suivi/évaluation pour vérifier les informations enregistrées dans les journaux de ventes ;
 - Le manque d'une base de données complète, intégrée et cohérente sur la consommation des engrais au Sénégal. Le croisement des différentes sources d'informations relatives aux statistiques de consommation d'engrais au Sénégal ne permet pas une exploitation fiable;
 - La qualité de certains engrais vendus par le PA est décriée par des producteurs. Il faut signaler qu'il n'y a aucun contrôle de qualité au niveau des comités locaux.
- Les objectifs d'approvisionnement et les budgets pour les engrais de la GOANA et du PNIA sont très ambitieux par rapport au passé et à l'échelle des autres pays africains grands consommateurs d'engrais.
- Les formules et les doses utilisées pour calculer les besoins d'engrais pour le PA sont basées sur des itinéraires de la recherche non réactualisés depuis plus de 30 ans.
- Ni le gouvernement, ni le secteur privé n'arrive à faire des estimations de la demande solvable pour les engrais et par région ;
- Le PNIA prévoit que le rôle de l'Etat dans le secteur d'engrais diminue au bénéfice du secteur privé mais l'Etat continue à contrôler les décisions clés de la filière.

4.3. OPPORTUNITES

- Très faible niveau d'utilisation des engrais par hectare, ce qui justifie encore le besoin d'augmenter leur niveau d'utilisation pour combler les déficits.
- Existence de ressources naturelles (gisements de phosphates de Taïba et de Matam) pour produire des engrais localement.

4.4. MENACES

- Renchérissement des cours mondiaux des engrais minéraux importés ;
- Manque de fiabilité du système d'appel d'offres ;
- Absence de système performant et transparent pour le suivi du programme des engrais subventionnés et de mesure des impacts sur la consommation, les rendements des cultures sur la production, les revenus, etc ;
- Fragilisation du secteur privé (importation/distribution d'engrais) à cause des programmes subventionnés ;
- Fluctuations des politiques de subvention d'une année à l'autre, ne permettant pas au secteur privé d'envisager des mesures d'anticipation.

5. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE (QUE FAIRE ?)

Pour contribuer à la réflexion sur le rôle des politiques de l'Etat dans la poursuite des objectifs du PNIA et des stratégies de développement du secteur agricole qui portent sur :

- l'amélioration de l'accès des producteurs aux engrais,
- la réduction des coûts de son approvisionnement,
- l'augmentation de sa consommation efficace au Sénégal.

Les recommandations ci-après sont proposées au terme de l'analyse de la filière.

A court terme:

1. Le gouvernement doit mobiliser à temps le budget nécessaire et payer à temps les fournisseurs afin d'éviter les retards de mise en place des engrais ;

2. Les services compétents, avec la collaboration du Ministère de l'Agriculture, doivent réviser la réglementation des marchés publics, juger la pertinence des critères de sélection des fournisseurs et l'allocation des différents lots de marchés d'engrais subventionnés, et rendre publique les processus à suivre avant l'octroi des marchés.
3. Le Ministère de l'Agriculture doit mettre en place un Comité de réflexion sur l'engrais et la fertilité du sol au début de 2011 pour formuler et recommander des actions concrètes capables de corriger les faiblesses dans la filière. Les membres du comité représenteront tous les groupes d'acteurs dans la filière et le comité aura une durée de vie de plusieurs années ;
4. Le comité de réflexion en collaboration avec les comités locaux de cession doit définir les critères de cession rationnelle et équitable, les documenter dans le journal des ventes en vue d'éviter des frustrations au niveau des producteurs
5. Les comités locaux devraient avoir la responsabilité d'identifier les « gros » producteurs et de déterminer les quantités d'engrais qu'ils peuvent recevoir au prix subventionné. En outre, l'utilisation de GPS pour localiser et mesurer les champs des « gros » producteurs serait un atout.
6. Le comité de réflexion et les acteurs principaux des différentes filières agricoles développent et mettent en œuvre des programmes tests capables de résoudre les problèmes de l'accès aux engrais pour les agriculteurs commercialisant leur production dans les chaînes de valeur organisées, notamment en :
 - garantissant à chaque producteur ayant un contrat de vente un minimum de 3 sacs d'engrais subventionnés,
 - développant un plan d'approvisionnement pour les besoins complémentaires d'engrais qui dépassent le quota octroyé actuellement,
 - mettant en place un mécanisme de crédit intrant dans lequel les différents acteurs du secteur sont engagés.
7. Le Ministère de l'Agriculture demande l'assistance technique et financière des PTF pour mettre en place dès 2011 un système de suivi/évaluation indépendant des programmes gouvernementaux pour la promotion des engrais, afin de collecter les informations auprès d'un échantillon de producteurs enregistrés dans les journaux de vente sur l'utilisation des engrais (qui a utilisé ? quelle quantité ? sur quelle superficie ?) et leurs perceptions des rendements additionnels réalisés ;
8. Le Comité de réflexion travaille avec les services appropriés de la Direction de l'Agriculture pour esquisser un plan de développement d'une base de données performante qui peut être mise à la disposition de tous les acteurs du secteur et les analystes de la politique agricole ;
9. En attendant que le Sénégal puisse mettre en place un laboratoire indépendant d'analyses d'engrais, l'étude suggère que les services impartiaux tels que l'INP ou le CERES-LOCUSTOX...soient chargés de la collecte des échantillons à tester, de l'analyse des résultats des tests faits par les ICS et de la ventilation des résultats ;

A moyen terme :

1. Le Ministère de l'Agriculture avec l'appui du Comité de réflexion revoit les besoins d'engrais et les budgets de la GOANA et du PNIA pour les rendre plus réalistes et cohérents en prenant en compte la performance de la filière engrais depuis le début de la GOANA et les informations à collecter en 2011/12 à travers l'introduction d'un programme de suivi/évaluation de la subvention ;

2. Le Comité de réflexion, avec la collaboration des chercheurs, des fabricants, des producteurs et des fournisseurs, développe un plan pour l'actualisation des formules et doses d'engrais selon les cultures ;
3. Le Comité de réflexion travaille avec le syndicat Japandoo et d'autres représentants des producteurs pour mettre en place et tester un système d'estimation de la demande solvable au niveau des Communautés rurales ;
4. Le Comité de réflexion crée un sous-comité afin de contribuer à l'élaboration d'une réglementation appropriée au plan national et régional pour le commerce et l'utilisation des engrais ;
5. Il est primordial de développer un marché d'engrais qui fonctionne concomitamment avec les programmes de subvention. A cet effet, l'Etat doit prendre la responsabilité d'identifier et de procéder aux réajustements nécessaires dans la GOANA, qui contribuent au développement du secteur privé. Le Comité de réflexion doit prendre la responsabilité de promouvoir les collaborations entre les fournisseurs, les organisations des producteurs, les institutions de crédit et les transformateurs pour créer les conditions pour un tel marché ;
6. Il est nécessaire de promouvoir un programme de renforcement des capacités des producteurs pour une utilisation efficiente des intrants.

U.S. Agency for International Development

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

www.usaid.gov